

***APPEL pour le RETRAIT du projet de loi sur l' « offre raisonnable
d'emploi »***

Le gouvernement prépare un projet de loi qui veut imposer aux salariés au chômage une mesure inadmissible : ils seraient obligés, sous peine de perdre leur allocation, d'accepter une offre d'emploi dite « raisonnable » dès lors que cette offre proposerait un salaire inférieur de 5 % au salaire antérieur après 3 mois de chômage, de 15% après 6 mois, ou, après un an de chômage, toute offre proposant un salaire supérieur à l'allocation de chômage (de 57% en moyenne, mais pouvant être inférieure dans le cas de l'allocation de solidarité spécifique de 14 euros par jour).

Unanimement dénoncée par les syndicats, cette mesure vise à faire croire que les chômeurs seraient responsables de leur chômage. Elle créerait, si elle était adoptée, une pression à la baisse sur les salaires de TOUS LES SALARIÉS. Enfin, le chômeur n'est plus libre du choix et des conditions de son emploi.

Ce projet de loi s'inscrit dans une attaque globale contre les droits des salariés, en poste ou au chômage (suppression des 35H, recul de l'âge de la retraite, réécriture du code du travail, ...) et des jeunes (précarité, stages non rémunérés). Il prolonge l'attaque déjà lancée avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008, transposé dans une loi votée le 12 juin dernier, qui allonge considérablement les périodes d'essai, crée la séparabilité à l'amiable, un nouveau CDD à terme incertain, et rend plus difficile la saisie des prud'hommes. Or, cet accord encadre déjà les négociations sur l'assurance-chômage qui vont s'engager au second semestre 2008.

Le projet de loi « Droits et devoirs des demandeurs d'emploi » ainsi que la loi sur la « modernisation » du marché du travail doivent être retirés. Les chômeurs comme les salariés doivent avoir une garantie de revenu décent et une continuité des droits sociaux. Le libre choix de son emploi et de sa formation doivent être garantis.

Réunion publique à Paris le 25 juin à 18H (à la Bourse du travail 67 rue de Turbigo (M° Arts-et-Métiers ou République)

Premiers signataires : Abd-El-Kader Aït Mohamed, CNCU, Thierry Bailly, APEIS, Louis-Marie Barnier, Fondation Copernic, Francine Bavay, Vice-présidente du Conseil Régional Ile de France, les Verts, Mehdy Belabbas, maire-adjoint d'Ivry, Daniel Bensaïd, LCR, Olivier Besancenot, LCR, Martine Billard, députée, les Verts, Michel Bock, les Verts, Frédéric Bodin, SUD-Rail, Jean-Jacques Boislaroussie, les Alternatifs, Paul Bouffartigue, sociologue, José Bové, syndicaliste paysan, Patrick Braouezec, Président de Plaine Commune, PCF, Patrick Cingolani, sociologue, Pierre Concialdi, économiste, Albano Cordeiro, économiste-sociologue, Antonella Corsani, économiste, Aurianne Cothenet, juriste, Daniel Couy, APEIS, Annick Coupé, Union syndicale Solidaires, Pierre Cours-Salies, sociologue, Coordination

Nationale des Collectifs Unitaires CNCU, Monique Crinon, sociologue, IPAM/CEDETIM, Annie David, sénatrice de l'Isère, PCF, Jean Desessard, Sénateur, les Verts, Emmanuel Dockès, juriste, Marie-Thérèse Dufour, SUD-Travail, Jean-Baptiste Eyraud, DAL, Patrick Farbiaz, les Verts, Christian Favier, Président du Conseil Général du Val de Marne, PCF, Gérard Filoche, inspecteur du travail, Alain Fournier, maire-adjoint de Clichy, Bernard Friot, économiste, Florence Fusin, CNCU, Jean Gadrey, économiste, Laurent Garrouste, juriste du travail, Farid Ghehiouèche, Chômeurs et précaires en colère, Armelle Gorgeu, économiste, Célia Gourzones, ATTAC-Campus, Jean-Marie Harribey, co-président d'ATTAC, Michel Husson, économiste, Anne Jollet, historienne, Pierre Khalfa, Solidaires, Alain Krivine, LCR, Pierre Laporte, conseiller général de Seine-Saint-Denis, CNCU, Sylvie Larue, communiste unitaire, Catherine Lebrun, Solidaires, Philippe Leclercq, Conseiller Régional Lorraine, CNCU, Catherine Lévy, sociologue, Abdel Mabrouki, Stop Précarité, Benoit Magnat, AlterEkolo, Christian Mahieu, SUD-Rail, Noël Mamère, député, les Verts, Fernanda Marruchelli, CNCU, Roger Martelli, Regards, René Mathieu, économiste, Jean-Luc Mélenchon, sénateur, PS, Henri Mermé, les Alternatifs, Roland Mérieux, les Alternatifs, Gilles Monsillon, AlterEkolo, Marc Moreau, AC !, Alain Obadia, PCF, Katie Palluault, CNCU, Michel Pialoux, sociologue, Evelyne Perrin, AC !, Jacques Perreux, Vice-président du Conseil Général du Val de Marne, Romain Prunier, JCR, Catherine Quentier, AC !, Pierre Rémy, AC ! 84, Michel Rousseau, Marches Européennes, Edith Soboul, Alternative Libertaire, Maya Surduts, Collectif National Droits des Femmes, Jean-Marc Tagliaferri, AlterEkolo, Odette Terrade, Sénatrice du Val de Marne, PCF, Aurélie Trouvé, co-présidente d'ATTAC, Carlo Vercellone, économiste, Philippe Villechalane, APEIS, Claire Villiers, Vice-présidente du Conseil régional Ile de France, Alternative Citoyenne, Dominique Voynet, sénatrice, les Verts, Pierre Zarka, PCF, OMOS...

AC !, APEIS, ATTAC-Campus, CNDF, DAL, Fondation Copernic, Marches Européennes, MNCP, Réseau OUPS, SNU-TEFI, Stop Précarité, Union syndicale Solidaires. Avec le soutien de : AlterEkolo, Alternatifs, Alternative Libertaire, Association des Communistes unitaires, Coordination Nationale des Collectifs Unitaires, JCR, L'Appel et la Pioche, LCR, MJS, Zone d'Ecologie Populaire